

## **Les dimensions et enjeux politiques de la construction du paysage - Avant-propos**

Mario Bédard, professeur  
Département de géographie  
Université du Québec à Montréal  
Chercheur associé au Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions  
(CELAT) et au Centre Gaston Bachelard de Recherches sur la Rationalité et l'Imaginaire  
[bedard.mario@uqam.ca](mailto:bedard.mario@uqam.ca)

### **INTRODUCTION**

Nous vivons à une époque où on s'interroge de plus en plus sur les choix de société à partir desquels se dessine et se structure notre mode d'habiter de même que sur les modalités qui formalisent et norment notre habitat. Cette réflexion critique peut prendre de multiples formes selon qu'on s'intéresse aux coûts environnementaux que suscite l'épuisement des ressources non-renouvelables et renouvelables, aux iniquités économiques, politiques et sociales que décuple la globalisation des échanges, ou encore aux pertes de référents identitaires qu'entraîne la métropolisation de nos milieux et modes de vie où, compte tenu de l'omnipotence de l'échelle globale et d'une dynamique de réseaux, l'individu comme le lieu sont fortement pris à partie. Et qu'il soit question d'éthique, d'altermondialisation ou de démocratie participative pour y pallier, à chaque fois on interpelle un nouveau mode de gouvernance où, à divers degrés, les rapports que nous entretenons à l'égard du paysage sont sollicités. En effet, le paysage est (re)devenu depuis peu l'objet d'une forte demande sociale qui y voit un objet, si ce n'est un sujet fédérateur où les préoccupations précédentes convergeraient. Simultanément idéal et concret, d'une part, car résultat de nos perceptions et représentations individuelles comme collectives des rapports Homme/Nature, Espace/Société et Territoire/Culture, mais encore, d'autre part, matériau que nous façonnons et qui nous façonne car on s'y projette sans cesse, le paysage est devenu une préoccupation importante aussi bien pour la population en général que pour les acteurs institutionnels et les grands promoteurs économiques. En témoignent par exemple l'introduction de préoccupations paysagères formelles au sein des schémas d'aménagement et plans d'urbanisme, de même que l'emploi de plus en plus fréquent du mot paysage ou de son qualificatif paysager pour valider une opération promotionnelle ou une revendication collective.

Cela dit, cette demande demeure largement débridée, foncièrement intéressée, peu systématique. Un travail de conscientisation quant à la complexité du paysage et, plus encore, quant à l'importance de notre condition paysagère est ainsi toujours à faire. Et c'est pour répondre à cette demande et à ce besoin que des chercheurs québécois, de multiples horizons disciplinaires et de divers milieux universitaires, explorent et illustrent depuis quelques années la fécondité et la pertinence d'une réflexion sur le paysage. Une trentaine d'entre eux se sont réunis en mai 2006 à l'occasion d'un colloque tenu dans le cadre des activités de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) pour débattre plus spécialement des dimensions et des enjeux politiques de la construction du paysage, ce tant en milieu urbain que rural.

### **ARGUMENTAIRE DU COLLOQUE**

Si l'idée de la construction du paysage n'est pas nouvelle, elle se distingue aujourd'hui en ceci qu'elle s'élargit à de nouveaux acteurs. À ce titre, la formulation paysagère n'est pas étrangère aux évolutions de la scène politique. L'émergence de la notion de gouvernance fait une place nouvelle à des acteurs autrefois exclus du champ de la décision politique comme les résidants, les citoyens, les groupes de pression, les associations et autres regroupements locaux. De tels bouleversements affectent la construction du paysage. Celle-ci dépasse en effet l'exercice administratif et juridique : elle implique un processus politique où des acteurs prennent position, participent éventuellement à un débat public et, pour faire valoir leur point de vue et pour défendre leur intérêt, s'opposent ou s'allient les uns les autres. Cette dynamique politique, qui participe pour partie du renouvellement paysager, illustre à sa façon l'évolution de la culture locale.

Cette préoccupation paysagère témoigne également d'une volonté plus grande et davantage partagée par l'ensemble des acteurs de mieux penser, comprendre et gérer le paysage. La diversité des acteurs interpellés rend toutefois plus complexe la *définition* et la *construction* du paysage, mais encore sa *déconstruction* et sa *reconstruction*. D'une part, l'influence de chacun de ses acteurs varie en fonction de la place qu'il détient ou revendique dans l'espace public. Les acteurs ne disposent pas tous des mêmes moyens pour influencer la décision publique en matière de paysage et la construction comme la définition du paysage sont révélatrices de ces différences. D'autre part, la multiplicité des acteurs en scène dévoile une variété de besoins et d'exigences

auxquels doit pourtant répondre un paysage unique. Le défi consiste alors en la recherche d'un compromis paysager qui tienne compte des apports et des désirs de chacun.

La question de la construction et de la définition du paysage est ainsi sous-tendue par la présence d'enjeux politiques divergents. L'objectif du colloque « Paysages et acteurs : dimensions et enjeux politiques de la construction du paysage », tenu les 15 et 16 mai 2006 à l'université McGill, était double. *Primo*, il s'agissait de tenter de mieux comprendre comment et pourquoi les *acteurs politiques*, tels que définis à travers le concept de gouvernance, interviennent auprès du paysage. *Secundo*, cette rencontre cherchait à favoriser l'émergence de discussions interuniversitaires et interdisciplinaires, afin de faire de ce colloque un événement rassembleur entre académies, spécialistes et jeunes chercheurs. Plus précisément, ce colloque a demandé à ses participants d'aborder les questions suivantes : Pourquoi est-il aujourd'hui important de parler de paysage ? Quels acteurs politiques influencent le processus paysager ? Quels sont leurs enjeux ? Quels rôles jouent ces acteurs politiques dans la construction du paysage ? Quelles sont les interactions entre les acteurs politiques ?

### **AUTRES REMARQUES LIMINAIRES**

La qualité de nos échanges et des communications qui y ont été donnés a incité les instigateurs de cet événement à en publier les Actes. Une publication que nous avons voulue rapide, ce de manière à participer activement aux débats en cours et pour partager avec le plus grand nombre le fruit de nos réflexions. Et c'est cette même urgence qui nous a amené à privilégier la publication de ces Actes sous un format électronique en libre accès, convaincus que c'est grâce à une large diffusion auprès de tous les intéressés que nous pourrions servir le mieux possible la cause paysagère. Une cause qui, ne nous le cachons pas, nous est chère car il en va, somme toute, de notre mieux-être comme de notre pérennité.

Cela dit, les textes ici rassemblés sont ceux que bon nombre des participants à ce colloque ont bien voulu nous transmettre. Comme lesdits textes émanent pour la plupart de jeunes chercheurs poursuivant soit leur maîtrise, soit leur doctorat, dans divers programmes, la finesse de la réflexion, si ce n'est la qualité de l'argumentation ou de la démonstration peuvent varier. Certes nous aurions pu peaufiner davantage mais nous tenions *mordicus* à participer au débat présent, tant et si bien que nous assumons le risque de ce que cela peut comporter de maladresses

éventuelles. Et c'est dans le même esprit nous invitons les personnes sensibles aux questions paysagères à échanger avec nous sur l'objet de ce colloque ou sur le paysage en général, qu'il soit question de patrimoine naturel ou de patrimoine culturel, par courriel.

### **REMERCIEMENTS**

La réalisation de ces Actes a été possible grâce à la contribution de plusieurs personnes et organisations que nous tenons ici à remercier. Tout d'abord, nous sommes spécialement redevable à mesdames Sandra Breux et Martine Freedman, doctorantes en géographie à l'université Laval, qui ont investi sans compter temps et énergie dans la réalisation de l'argumentaire de ce colloque, dans la préparation logistique dudit colloque, puis qui ont colligé et corrigé les divers manuscrits de ces Actes. Nous remercions également monsieur Sylvain Paquette, chercheur adjoint à la *Chaire en paysage et en environnement* de l'université de Montréal, et madame Julie Ruiz, doctorante à cette même chaire, qui ont eux aussi diligemment colligé et corrigé les divers textes des Actes. Du même souffle, merci à ladite Chaire en paysage et en environnement, partenaire scientifique de l'événement et de la publication de ces Actes. Nous tenons encore à exprimer notre gratitude à l'ACFAS et à l'université McGill pour leur professionnalisme et leur hospitalité, à l'Association professionnelle des géographes du Québec (APGQ), parrain associatif, au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, partenaire institutionnel, au réseau interuniversitaire d'études urbaines et régionales *Villes, régions, monde* (VRM), qui a généreusement accepté d'héberger les Actes du colloque, et à sa représentante, madame Stéphanie Poirier, qui a réalisé une synthèse digne de mention et jointe aux présents Actes, puis au Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada (CRSH), organisme subventionnaire d'un projet de recherche au sein duquel s'inscrivait ce colloque et ces Actes. Enfin, nous remercions monsieur Guy Mercier, professeur titulaire au département de géographie de l'université Laval, premier instigateur et acteur de cette initiative.

Montréal, vendredi le 13 octobre 2006